

La recherche montre que le rendement scolaire des enfants s'améliore à mesure qu'on monte dans l'échelle socio-économique. L'éducation elle-même est généralement considérée comme un moyen d'atténuer cet écart. Dans notre économie du savoir, on insiste d'ailleurs de plus en plus sur l'importance de l'éducation pour favoriser l'employabilité et la réussite économique du plus grand nombre. Dans ce contexte, on exige maintenant du système éducatif qu'il réponde de la réussite des élèves. Les initiatives visant à évaluer le rendement scolaire des enfants et à comparer les résultats sur une base régionale et internationale sont ainsi devenues chose courante.

La plupart des provinces canadiennes administrent aujourd'hui plusieurs examens, à différents stades, pour évaluer les compétences et habiletés des enfants. Souvent utilisés pour mettre en relief les écarts de rendement entre les écoles et les districts scolaires, ces examens sont aussi généralement l'unique source d'information dont disposent les écoles désireuses de contrôler les résultats selon le milieu socio-économique des enfants.

Les auteurs se demandent toutefois si la façon dont les données issues de ces examens sont rapportées permet de mesurer adéquatement les disparités socio-économiques en matière de rendement scolaire. Ils soulignent qu'on ne les administre qu'aux seuls élèves qui atteignent un certain niveau et qu'on ne peut par conséquent en tirer qu'un portrait incomplet de la situation. Car les élèves les plus faibles ont souvent déjà pris du retard ou décroché. Et comme ces enfants proviennent de façon disproportionnée de milieux défavorisés, ces examens ne peuvent révéler les véritables inégalités en matière de rendement scolaire.

Les auteurs proposent donc une autre méthode « fondée sur la population » qui s'intéresse au rendement de tous les enfants d'un âge donné, qu'ils fréquentent l'école ou non. Ils expliquent comment établir une telle base de données pour dresser un portrait plus complet du rendement scolaire, et présentent les résultats clés tirés de l'expérience manitobaine. Ils visent ainsi un double objectif : offrir un modèle aux autorités ayant la capacité d'appliquer une méthode semblable dans leur province ou district scolaire, et faire valoir les avantages de cette approche pour les chercheurs, éducateurs et décideurs.

Selon l'une des principales conclusions de leur étude, les disparités socio-économiques sont nettement supérieures à celles que révèlent l'approche classique. Si l'on se fie par exemple aux données sur les élèves ayant passé le test (soit les données généralement utilisées), on observe que 75 p. cent des élèves des quartiers les plus défavorisés de Winnipeg et plus de 90 p. cent de ceux qui vivent dans les quartiers les mieux nantis ont réussi l'examen de langue de 12^e année (secondaire V). Mais selon l'approche fondée sur

la population, laquelle englobe donc tous les élèves qui auraient dû passer ce test, l'écart est beaucoup plus prononcé : seulement 25 p. cent environ des jeunes issus des milieux les plus défavorisés ont passé et réussi le test à l'âge prescrit, contre 75 p. cent de ceux qui vivent dans les quartiers les mieux nantis. De plus, les auteurs montrent que ce décalage apparaît très tôt : dès la troisième année du primaire, les enfants de milieux défavorisés risquent d'avoir un rendement scolaire plus faible. Cette approche révèle en outre un écart plus prononcé entre les sexes – en faveur des filles – que ne le montrent les tests provinciaux traditionnels, surtout dans les milieux défavorisés.

Les résultats de recherche examinés dans cette étude montrent ainsi que les méthodes classiques qui servent à évaluer le rapport entre milieu socio-économique et rendement scolaire sous-estiment l'importance de ce lien. Une sous-estimation qui ajoute à la difficulté d'élaborer des politiques qui permettrait aux enfants de ces milieux de surmonter leur désavantage. À la lumière de leurs conclusions, les auteurs formulent donc les recommandations suivantes :

- *Les provinces doivent prioritairement renforcer leur capacité de suivre les progrès des enfants au sein du système éducatif.* En général, les écoles et les décideurs se concentrent sur les élèves qui fréquentent l'école. Or les données manquantes sur les élèves absents (et qui devraient se trouver en classe) altèrent le tableau global du rendement scolaire. Un suivi « fondé sur la population » aiderait à dresser un tableau plus fidèle.
- *La conception des programmes sociaux doit intégrer une approche universelle fondée sur les besoins.* Si l'on rencontre beaucoup plus fréquemment des résultats scolaires inférieurs en milieu défavorisé, le plus grand nombre des élèves à faible rendement n'en vit pas moins dans des quartiers mieux nantis. Les programmes ciblant uniquement les quartiers défavorisés ne peuvent donc améliorer substantiellement le rendement scolaire, d'où la nécessité de programmes universels. En ciblant les enfants dans le cadre d'une approche universelle, on devrait assurer à ceux qui en ont le plus besoin le supplément de soutien nécessaire à l'amélioration de leur rendement.
- *Les provinces doivent élaborer des politiques visant à modifier le parcours des enfants défavorisés au sein comme à l'extérieur du système scolaire,* notamment grâce à des soins de qualité et à des programmes éducatifs destinés à la petite enfance, de même qu'à des programmes parentaux et de lutte contre le décrochage scolaire.